



La Commune



Lettre d'informations de La Commune n° 5



Non à la demande de levée d'immunité syndicale à l'encontre des délégués cheminots de Sarmiento

Le vendredi 19 septembre, à l'initiative de La Commune et du GSI (groupe socialiste internationaliste) un rassemblement s'est tenu aux abords de l'Ambassade d'Argentine à Paris. Une délégation de deux membres de La Commune (Wladimir Susanj, Daniel Petri) et de deux membres du GSI (dont Marinette Moine) a été reçue par le n°2 de l'Ambassade. Un exemplaire de la pétition en défense des délégués cheminots de Sarmiento, signée d'ores et déjà par plus de soixante syndicalistes CGT, FO, FSU, et SUD lui a été remis.



A tous les militants du NPA qui veulent réfléchir

Première réponse au texte « éléments pour un projet de résolution » pour le congrès du NPA

Lorsque nous avons claqué la porte du NPA, nous avons clairement tracé la perspective d'une organisation de rupture avec le gouvernement et ses soutiens, Verts et Front de gauche, d'une organisation de rupture avec l'Union européenne, ses institutions et ses directives. Nous avons également souligné le caractère éminent positif et dynamique du phénomène abstentionniste. Nous avons également amplement démontré, faits et chiffres à l'appui que la « montée de l'extrême droite » est une fiction, sans pour autant, bien sûr, prendre pour quantité négligeable l'enracinement électoral du FN, produit de la crise de la représentation politique de la bourgeoisie.

Ce texte confirme malheureusement, si besoin est, que le NPA est devenu une organisation sans espoir, confisquée par sa direction qui s'applique, de son mieux, à brouiller les pistes, à fragmenter la réalité et à désorienter les militants.

Sans espoir, il l'est au sens où le NPA n'est pas le parti de l'espoir des masses qui ne veulent plus vivre comme avant mais il l'est aussi au sens où il n'y a plus rien à en espérer, si l'on en juge par la politique impulsée.

Un « Plan d'urgence » qui oublie les urgences !

Si nous abordons les conclusions de ce texte de congrès, que constatons-nous ?

« Face aux conséquences des politiques d'austérité à la fois désastreuses pour les classes populaires et inefficaces du point de vue de l'objectif affiché- le retour de la croissance -, notre critique et nos solutions doivent être radicales. Il faut répondre d'urgence aux questions sociales par des mesures de rupture qui prennent sur les profits et affirmer que la réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat. Notre plan d'urgence - compris comme un ensemble de mesures transitoires adaptées à la situation et au niveau de conscience - est social et écologique : réduction massive du temps de travail, interdiction des licenciements et de la précarité, augmentation des salaires et de la protection sociale, défense et extension des services publics avec création massive d'emplois, expropriation des secteurs clé de la finance et de l'énergie avec mise en place d'un contrôle des salariéEs et des usagerEs, réorganisation de secteurs entiers comme l'agriculture, remise en cause des grands projets inutiles, sortie rapide du nucléaire... ».

Voilà donc le plan d'urgence du NPA, à ce jour. **Un Plan d'urgence qui précisément oublie...l'urgence !** (et qui ne précise pas d'ailleurs, réduction du temps de travail « **sans perte de salaire** » !

En effet, un « plan d'urgence » qui laisse de côté les revendications immédiates les plus urgentes, telles que :

- A bas le pacte de responsabilité
- Augmentation générale des salaires et arrêt du gel du point d'indice dans la Fonction publique
- Abrogation des réformes successives des retraites et retour au 37,5/ 60 ans/10 meilleures années
- Défense des bases fondatrices de la Sécu, **le salaire différé !**
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales « patronales »
- Abrogation de la réforme ferroviaire
- Abrogation de l'ANI et des accords emplois-compétitivité
- Annulation de la dette
- Rupture avec l'Union européenne, ses institutions et directives
- Pas un seul licenciement, retrait de tous les plans « sociaux » - restructurations et fermetures - pour une **LOI -inscrite dans le code du travail - interdisant les licenciements et le travail précaire.**

Si l'augmentation des salaires figure bien dans le « plan » du NPA, elle est noyée dans un salmigondis de considérations pour le moins étranges, du genre :

« Affirmer que la réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat ». Question : qu'est-ce qu'une politique de la demande ? C'est une politique de relance de la consommation des ménages, ni plus, ni moins. Laquelle implique **nécessairement l'augmentation du pouvoir d'achat des foyers populaires**. Elle est illusoire en tant que tentative de trouver une issue à la crise du capitalisme, dans le cadre du capitalisme. En ce sens, elle est une fiction réformiste. Mais, qui dit, aujourd'hui, tous les jours que « la réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande » ? Le Medef, la direction du PS, les commissaires européens, l'UMP... Et le NPA viendrait apporter sa petite touche « écolo » à cette partition réactionnaire ?

La politique dite de « l'offre » est, à coup sûr, moins catastrophique pour l'environnement : Arcelor Mittal ne pollue plus, PSA Aulnay non plus, le poulailler Gad non plus...

A tout le moins, la direction du NPA fait œuvre de complaisance à l'égard des adeptes de la « décroissance ». A l'inverse, nous faisons nôtre ce que disait Trotsky du progrès technique :

« Le marxisme procède du développement de la technique, comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production. A supposer qu'une catastrophe cosmique ravage dans un avenir plus ou moins rapproché notre planète, force nous serait de renoncer à la perspective du communisme comme à bien d'autres choses. Abstraction faite de ce danger, problématique pour le moment, nous n'avons pas la moindre raison scientifique d'assigner par avance des limites, quelles qu'elles soient, à nos possibilités techniques, industrielles et culturelles. Le marxisme est profondément pénétré de l'optimisme du progrès et cela suffit, soit dit en passant, à l'opposer irréductiblement à la religion.

*La base matérielle du communisme doit consister en un développement de la puissance économique de l'homme tel que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun aiguillon et la répartition — comme aujourd'hui dans une famille aisée ou une pension "convenable" — d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique. **Il faut, pour parler franc, une forte dose de stupidité pour considérer comme utopique une perspective aussi modeste en définitive.** (Souligné par nous)*

Le capitalisme a préparé les conditions et les forces de la révolution sociale: la technique, la science, le prolétariat. La société communiste ne peut pourtant pas succéder immédiatement à la société bourgeoise; l'héritage matériel et culturel du passé est insuffisant. A ses débuts, l'Etat ouvrier ne peut encore ni permettre à chacun de travailler "selon ses capacités", en d'autres termes, tant qu'il pourra et voudra, ni récompenser chacun "selon ses besoins", indépendamment du travail fourni. L'intérêt de l'accroissement des forces productives oblige à recourir aux normes habituelles du salaire, c'est-à-dire à la répartition de biens d'après la quantité et la qualité du travail individuel. Marx appelait cette première étape de la société nouvelle "le stade inférieur du communisme", le distinguant du stade supérieur où disparaît, en même temps que le dernier spectre du besoin, l'inégalité matérielle » [La révolution Trahie - « le socialisme et l'Etat »]

Nous avons bien peur que la direction du NPA, toutes tendances confondues, n'ait jamais compris ni cherché à comprendre ce point de vue du marxisme.

« Processus constituant » de Mélenchon ou « A bas la Ve république » ?

La direction du NPA, elle, a bien d'autres idées en tête. Après avoir décliné son « plan d'Urgence », celle-ci aborde « ses réponses démocratiques » :

« Mais face à la crise politique et institutionnelle nous devons aussi avancer des réponses démocratiques radicales de rupture avec les traités et les institutions européennes et avec les institutions de la Vème République (élection du Président au suffrage universel, Sénat...) dont le caractère antidémocratique apparaît de plus en plus. Le passage en force (chantage à la dissolution, ordonnances, 49-3) alors que les orientations du gouvernement sont minoritaires alimente la crise de représentation. Pour dénouer cette crise politique, il faut donner la parole au peuple, mais la question n'est pas de remplacer une majorité par une autre dans le cadre de ces mêmes institutions et de ces mêmes politiques d'austérité engagées par la droite ou la gauche dite traditionnelle. La crise actuelle exige la rupture avec les institutions actuelles et l'ouverture d'un processus constituant qui mette au centre la « démocratie réelle » : des assemblées élues au suffrage universel de la commune au niveau national qui décident de toutes les questions politiques, sociales et économiques. Les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie. C'est au peuple et à ses représentants de décider pas aux banquiers et capitaines d'industrie. Proportionnelle, contrôle des éluEs, déprofessionnalisation de la politique, limitation des rémunérations des éluEs au salaire moyen du pays, consultations régulières de la population..., doivent être au cœur d'une démocratie réelle par en bas.

Ce travail d'élaboration est devant nous et il est aussi intimement lié avec notre implication dans les mobilisations. Dans celles qui durent, contre les grands projets inutiles comme Notre-Dame-des-Landes ou

les reprises d'entreprises par les salariéEs comme Fralib, les questions de quelle organisation de la société ? Que produire ? Comment ? Qui décide ? Sont posées concrètement. »

Voilà qui semble bien commencer : « *nous devons aussi avancer des réponses démocratiques radicales de rupture avec les traités et les institutions européennes et avec les institutions de la Vème République (élection du Président au suffrage universel, Sénat...)* ». Comment ne pas dire « rupture avec l'Union européenne, ses institutions, ses directives »... Tout en ayant l'air de le dire. C'est en effet tout un art. Le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne auquel aspirent de nombreux militants du NPA, (on se trompe, P.M ?) est remplacé par une formule alambiquée « **des réponses démocratiques radicales de rupture** ». Lesquelles ? « Abrogation du traité de Maastricht » ? Non. « Abrogation de la Vème République » ? Pas davantage. Chacun y mettra le contenu qu'il voudra. C'est le type même de l'arnaque intellectuelle. Et, faut-il le rappeler, à la virgule près le discours de...Mélenchon. Ce clair-obscur est l'apanage de toutes les tendances, y compris A&R. le principal maître-à-penser de ce courant, J-P D, n'a-t-il pas déclaré à l'avant-dernier CPN, en réunion de courant : « **dire rupture avec l'UE ? Jamais** »

Insistons et reprenons :

« La crise actuelle exige la rupture avec les institutions actuelles et l'ouverture d'un processus constituant qui mette au centre la « démocratie réelle » : des assemblées élues au suffrage universel de la commune au niveau national qui décident de toutes les questions politiques, sociales et économiques. Les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie. C'est au peuple et à ses représentants de décider pas aux banquiers et capitaines d'industrie. ».

Voilà comment la direction du NPA tente d'entraîner les militants sur le terrain de la VI ème république de Mélenchon. Avec les mêmes mots : « processus constituant ». Avec le même vœu pieux : « **les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie** ». La démocratie ainsi érigée en catégorie figée abstraite ! Les capitalistes en riraient à gorge déployée à lire des sonnettes pareilles, eux qui s'essuient sur la démocratie comme sur un paillason tous les jours.

« Processus constituant » veut dire exactement le contraire de « rupture », il veut dire, en langage clair, « transition d'un régime à l'autre ». Prenez un dictionnaire, vérifiez « transition », camarades de la direction du NPA. Et profitez-en pour corriger les fautes de syntaxe et d'orthographe qui émaillent tout votre texte !

Et, tout le tapage sur la VI ème république intervient au moment où la Ve République est en train de sombrer et qu'il est temps de dire sans détours : A bas la Ve République, sa Constitution, ses institutions ! Dans cette situation, la direction du NPA se tape la tête contre les murs et sombre dans la politique fiction, au bénéfice de Mélenchon. Pour notre part, nous ne savons pas comment sera dénouée la crise sans rémission possible du régime, nous savons simplement qu'elle sera dénouée dans la lutte de classes et par la lutte des classes. Nous savons simplement que la grève générale est la clé des événements à venir, qu'elle est contenue en germe dans l'abstentionnisme et dans la grève généralisée des cheminots de juin. Nous savons aussi que les masses, à la différence des anticapitalistes de salon, ne s'engagent pas dans l'action avec un plan tout fait de transformations sociales et, comme le disait Trotsky dans sa préface à l'histoire de la Révolution russe, « **s'orientent activement selon la méthode des approximations successives** ».

La direction du NPA, elle, n'a pas les préoccupations de l'ouvrier qui risque de perdre son emploi dans son usine : « *Ce travail d'élaboration est devant nous et il est aussi intimement lié avec notre implication dans les mobilisations. Dans celles qui durent, contre les grands projets inutiles comme Notre-Dame-des-Landes ou les reprises d'entreprises par les salariéEs comme Fralib, les questions de quelle organisation de la société ? Que produire ? Comment ? Qui décide ? Sont posées concrètement.* » (Souligné par nous)

« Que produire ? Comment ? Qui décide ? » !

Là, on touche le fond.

Jusqu'à présent, dans l'esprit de tout militant ouvrier vivant dans l'espace et dans le temps, les jambes bien campées dans la dure réalité, les choses étaient claires : on ne se bat pas pour « la reprise d'entreprises » mais contre leur fermeture et contre tous les licenciements et on aspire à une économie orientée vers la satisfaction des besoins de la population, contre la dictature du taux de profit. Pour qu'une telle économie puisse voir le jour, il faut renverser le capitalisme et, pour ce faire, détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par l'Etat-Commune. De ce point de vue, la « VI ème république » ou « le processus constituant » ne peuvent avoir d'autre objet que de replâtrer l'Etat bourgeois en crise, puisque ces « logiciens » sont conçus pour éviter de poser de façon révolutionnaire la question du pouvoir. A l'inverse, la grève générale pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. Voilà pourquoi, notre perspective, c'est la grève générale, à partir des revendications les plus urgentes.

Et puis d'ailleurs, que signifie : « **que produire ?** ». Le prochain congrès du NPA va-t-il faire une liste de ce qu'il convient de produire et pas ? Et en communiquer la liste à la classe ouvrière ? La glace à la vanille et le

PQ parfumé en feront ils partie ? Parce que nous, on aime bien. Ecrire que la question est « que produire ? », c'est avouer ne rien comprendre au processus de production capitaliste dans lequel l'aliénation du travail salarié est la base ! « *Le produit est la propriété du capitaliste et non du producteur immédiat, du travailleur. Le capitaliste paie, par exemple, la valeur journalière de la force de travail, dont par conséquent, l'usage lui appartient durant la journée, tout comme celui d'un cheval qu'il a loué à la journée. L'usage de la marchandise appartient à l'acheteur et en donnant son travail, le possesseur de la force de travail ne donne en réalité que la valeur d'usage qu'il a vendue. Dès son entrée dans l'atelier, l'utilité de sa force, le travail, appartenait au capitaliste.* » Etc. (Marx, le capital, livre I, troisième section, chapitre VII)

A moins que ce ne soit pour disserter à l'infini de la société future ? Les travailleurs n'ont que faire de ces élucubrations malsaines. Quel intérêt en effet, alors que le problème immédiat est celui de s'opposer à ce gouvernement, aux patrons qu'il sert, aux licenciements, à la misère et d'abattre le mode de production capitaliste ?

Même chose pour le « **comment ? Qui décide ?** »

La réalité quotidienne de la classe ouvrière est la défense de sa force de travail, les conditions de travail et la vente de sa force de travail au meilleur prix, toutes choses que le capital pourrissant lui dispute à chaque minute. Qu'importe à l'ouvrier ce qu'il produit puisque de toute façon cela lui échappe et lui est « étranger » Le reste n'est que dissertations de gens bien nourris, étrangères aux préoccupations des millions d'êtres humains qui défendent leur existence chaque jour.

La direction NPA se méfie des masses

Mener une politique anticapitaliste, cela suppose un « minimum » de confiance dans les masses. La direction du NPA, elle, se défie des masses, des travailleuses et travailleurs et des jeunes des quartiers populaires. Ce que montre la suite

Revenant sur le résultat des élections européennes, la direction NPA écrit :

« Si les résultats peuvent être contrastés d'un pays à l'autre, les élections ont été marquées à la fois par l'abstention (57% en moyenne) et par une sanction électorale de la plupart des partis gouvernementaux en place. Ces deux phénomènes traduisent une condamnation massive des politiques d'austérité menées par les gouvernants au service des classes dominantes dans l'ensemble de la zone et un désaveu des institutions antidémocratiques de l'Union. Mais cette situation représente une menace pour tout le mouvement ouvrier déjà affaibli tout en reflétant son incapacité à répondre aux enjeux actuels à cette échelle »

On a peine à comprendre : les abstentions traduisent une condamnation massive des politiques d'austérité et un désaveu des institutions antidémocratiques de l'UE. La direction du NPA devrait logiquement s'en réjouir. **Eh bien, pas du tout** : ce serait bien plutôt « une menace pour tout le mouvement ouvrier ». De quoi là encore, se taper la tête contre les murs, non ?

La direction NPA enfonce encore le clou :

« L'abstention massive a traduit le rejet de l'UE par les classes populaires et l'accentuation de la crise de représentation politique. La poussée des partis d'extrême droite, nationalistes, populistes et anti-Europe, favorisée par l'abstention, est à la fois le produit de la crise que les classes dominantes font payer au monde du travail et un accélérateur de la crise des forces politiques traditionnelles. Sans en surestimer les traductions immédiates tant l'abstention brouille la photographie électorale, elle exprime néanmoins des tendances lourdes de la situation. Vote sanction, de protestation, bras d'honneur adressé à l'ensemble de la classe politique, y compris d'une certaine façon à la gauche de la gauche, le vote pour les droites extrêmes représente une menace sans précédent depuis la dernière guerre mondiale pour les classes populaires. »

Nous avons bien lu, il est écrit, noir sur blanc : l'abstention **favorise la poussée de l'extrême-droite !!!** : Et ce ne sont pas les abstentions qui sont l'accélérateur de la crise des forces politiques traditionnelles, mais la poussée de l'extrême droite.

Pur et simple renversement idéologique de la réalité, comme si ces gens-là avaient besoin de se persuader sans cesse que nous vivons sous la menace « **sans précédent depuis la seconde guerre mondiale** » écrivent-ils, de la montée de l'extrême droite. Ici, ce n'est pas l'abstention qui brouille la photographie électorale, mais la direction NPA qui ne sait pas compter les voix. Pour elle, il est minuit dans le siècle et ce sont les abstentionnistes, c'est-à-dire l'immense majorité de l'électorat ouvrier qui en est responsable.

Le fait est : la direction du NPA tourne le dos aux millions d'abstentionnistes ouvriers et populaires qui font la grève du vote en raison de la trahison systématique, quotidienne, permanente des partis ouvriers traditionnels et parce qu'ils ne voient plus, fort lucidement, d'issue sur le terrain électoral miné de part en part. Pire, non seulement elle leur tourne le dos mais elle les rend responsables de la montée de l'extrême-droite. Quel aveuglement ! On croit lire du Mélenchon, lequel dit la même chose, au mot près. Ca sent la fusion, du moins le rapprochement prochain. Sans nous, là encore.

La « radicalisation antisémite de franges de la jeunesse des quartiers » ?

Au moment de la grève des cheminots, nous avons eu droit à la fable de grévistes « effectuant des quenelles ». Dans ce nouveau texte, la direction NPA pointe « **la radicalisation antisémite de franges de la jeunesse des quartiers** ». Ces jeunes qui ont manifesté leur colère face aux massacres perpétrés par l'Etat d'Israël à Gaza ! Les sionistes s'en regorgeront : « voyez, même le NPA parle de radicalisation antisémite de ces jeunes ». De la part d'une direction politique qui se dit solidaire du peuple palestinien, une telle affirmation est scandaleuse. C'est un coup de couteau dans le dos de ces jeunes qui ont manifesté spontanément et dû faire face, ne l'oublions pas, à une répression policière des plus brutales.

Antagonisme de classe ou « clivage social » ? « Clivage ethniciste » ?

Restons néanmoins calmes. Il y aurait long à répondre sur les développements de la direction NPA sur la prétendue montée de l'extrême-droite et sur les divergences au sein du Front de gauche. Revenons simplement sur le passage où l'on peut lire :

« Pour autant, dans le contexte de crise, le clivage droite gauche, expression déformée du clivage social bourgeoisie-classe ouvrière, est brouillé à la fois par les effets des politiques menées par le PS et par un clivage national, ethniciste. Cela se traduit dès lors par un rejet de la gauche institutionnelle identifiée au social libéralisme, par l'abstention massive et par le vote en faveur du FN »

Clivage gauche-droite « expression déformée du clivage social bourgeoisie-classe ouvrière » ... L'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière est ravalé au rang d'un simple « clivage social ». Si ce n'était qu'un clivage social, cela devrait pouvoir s'arranger, non ? En réalité, en bon français, cela signifie que pour la direction du NPA, la « gauche », c'est la classe ouvrière en somme.

.En d'autres termes, les dirigeants du PS (qui se réclame de la gauche jusqu'à preuve du contraire,) ceux du PCF et des composantes du Front de gauche dont le PG sont, non des lieutenants de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier mais des défenseurs de la classe ouvrière. Trotsky s'en retourne dans sa tombe. Quant au « clivage national, ethniciste », comment comprendre ? Y aurait-il désormais une guerre intérieure entre ethnies en France ? Et lesquelles ? Entre Portugais et Français, entre Bretons et Béarnais alors ? Ah, non, on y est : entre l'ethnie de Palavas-les-Flots et celle de la Grande Motte. En vérité, cette histoire de clivage « ethniciste » fleure bon l'anti-musulmans, surtout après ce qui a été dit sur la « jeunesse antisémite des quartiers » Ca pue, camarades de la direction du NPA, ça pue tout ça.

Et, une fois encore, les abstentions massives sont mises sur le même plan que le vote FN (dont on sait pourtant, chiffres et faits à l'appui, qu'il puise, pour l'essentiel, ses ressources dans les bases électorales de l'UMP, tandis qu'à l'inverse, l'abstention est très majoritairement le fait de travailleurs qui votaient PCF, PS ou ... Besancenot).

Sans nous !

En un mot comme en mille, nous sommes éberlués et révoltés. Décidemment, comme dirait le camarade Bordeaux-Chesnel, nous n'avons pas les mêmes valeurs ! Ce projet de texte pour le prochain congrès tourne le dos aux larges masses, à la lutte des classes et, ainsi même à la perspective d'un parti anticapitaliste, de lutte de classes, en rupture avec le gouvernement et ses soutiens FdG et Verts.

Sans nous, camarades. Nous préférons retourner aux préoccupations de notre classe, la classe ouvrière.

Ce que tente de faire l'organisation La Commune.

Vive la classe ouvrière et la jeunesse

Vive l'Etat-Commune

Vive la Commune de Paris

Le comité de rédaction :

Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Zde Ekzladil, Pierre-Yves Chiron, Mustafa Diakité, Jean-Baptiste Carrier, Paul Dumas, Garledji Makélélé

2 octobre 2014

Modifié le jeudi 02 octobre 2014

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>